



N/REF. : E-19231 D2022-680-008418 - FBa.PC
Aff. suivie par : Lieutenant BOLOGNA Frédéric
Groupement prévention
Service Instruction Prévention Sud 1
gprv.sud.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 67
Fax 04 76 26 82 66

RAPPORT D'ANALYSE ET DE PROPOSITIONS COMPLÉTANT LES CONSTATS DU GROUPE DE VISITE

I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER

Commune : GRENOBLE
Désignation de l'établissement : GEM LABS
Numéro au fichier départemental : E-19231
Type principal : R
Types secondaires : L W PS
Catégorie : 2
Adresse : 142 AVENUE DES MARTYRS
Représentant de l'exploitant : M. LOPES (directeur de la stratégie digitale GEM LABS)
Nature de la visite : visite périodique
Date de la visite : 09/03/2023
Situation administrative : cet établissement fonctionne sous avis favorable.
Il fait l'objet d'un arrêté municipal d'autorisation d'ouverture en date du 07/07/2020.

II. PERSONNES PRÉSENTES LORS DE LA VISITE

A. Membres du groupe de visite

Mme. PETERS, représentant le maire.
Ltn BOLOGNA, suppléant le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

B. Autres personnes associées à la visite ne prenant pas part à la délibération

M. LOPES, directeur de la stratégie digitale GEM LABS.
M. SARAVOLAC, responsable sécurité GEM.
M. VITAY, adjoint moyens généraux GEM.
M. RAILLON, responsable maintenance GEM.
M. GALVAIN, responsable contrat maintenance VINCI FACILITIES.
M. ITBATI, technicien de maintenance VINCI FACILITIES.
Mme REBOULET, technicienne sécurité des ERP mairie de Grenoble.

III. PRÉAMBULE

La périodicité de contrôle pour cet établissement est de 36 mois.

IV. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

A. Description de l'établissement :

Ce bâtiment, construit en 2007, comporte 3 niveaux sur sous-sol (R+2-1). Le parc de stationnement en sous-sol a une capacité d'accueil de 100 places. Il est isolé du reste de l'établissement par 3 sas de communication. Le pétitionnaire avait précisé au dossier de consultation que ce stationnement ne serait pas accessible au public et ni modifié dans le cadre des travaux.

Il est rappelé que l'article PS 1 de l'arrêté du 25 juin 1980 dispose notamment que : « sont exclus du champ d'application de cet arrêté les parcs de stationnement couverts liés exclusivement à un bâtiment d'habitation et à un bâtiment relevant du code du travail ».

L'exploitation est un établissement d'enseignement supérieur dénommé "GEM Labs", "laboratoire" qui accueille des programmes pédagogiques innovants développés conjointement par Grenoble École de Management et Grenoble INP dans le cadre de l'IRT Nanoélec.

Nota :

1) Il est précisé que la réglementation issue de l'arrêté du 25 juin 1980 ne concerne que la partie de l'établissement accessible au public. Les autres zones (bureaux et parking) sont assujetties aux seules prescriptions du code du travail.

2) Le maître d'ouvrage déclare que le parc de stationnement couvert est exclusivement réservé au personnel de l'établissement. À ce titre, il relève des dispositions de l'article GE 1 §2, à savoir les dispositions des locaux ne recevant pas de public mais situés dans un établissement recevant du public. À ce titre, la commission de sécurité peut déterminer les éventuelles mesures de sécurité jugées nécessaires.

Nombre de niveaux : 4 (R+2-1)

Destination et répartition des locaux :

Niveaux	Locaux
R+2 :	<u>Locaux code du travail :</u> <ul style="list-style-type: none">• Openspace (165 m²)• 6 bureaux (dont un de 287 m² aménagé en openspace)• 4 salles Loundge• 2 salles de conférence• Sanitaires <u>Locaux ERP d'enseignement :</u> (restructurés) <ul style="list-style-type: none">• Salle food• Salle shop• Salle home• Salle street• Régie• Salle de cours
R+1 :	<u>Locaux code du travail :</u> <ul style="list-style-type: none">• 7 bureaux• Salle Playground (123 m²)• 2 openspaces (240 et 144 m²)• Salle cowork• Salle Dir Corp• Salle Lounge• Salle détente• Local onduleur• Local technique <u>Locaux ERP enseignement :</u> (restructurés) <ul style="list-style-type: none">• 2 salles cowork• 3 salles hobi 1• Salle workshop• Salle workgroup• Salle arts plastiques• Salle de cours (110 m²)• Salle théâtre

RDC :	<u>Locaux code du travail :</u> <ul style="list-style-type: none"> Salle réunion (100 m²) avec 2 cloisons amovibles permettant de disposer de 3 salles (conférence 001, 002 et 003) Sanitaires Local technique 7 bureaux 8 locaux (stocks : archives, maintenance, supports) <u>Locaux ERP enseignement : (restructurés)</u> <ul style="list-style-type: none"> Hall entrée/accueil (240 m²) 3 salles de cours (279 m² comportant une régie et un local rangement, 97m² et 94 m²) 2 salles cowork 1 salon VIP 1 salle de conférence 1 local rangement
Sous-sol :	Parking non accessible au public (100 places exclusivement pour le personnel)

B. Rappel des effectifs accueillis

Niveaux	Activité	Base de calcul	Référence de l'article	Facteur de densité ou déclaratif	Effectif public	Effectif du personnel*	Total
R+2	Enseignement/bureaux	/	R 2	Déclaratif	120	59	179
R+1	Enseignement/bureaux	/	R 2	Déclaratif	346	62	408
RDC	Enseignement/bureaux	/	R 2	Déclaratif	345	67	412
Sous-sol	Stationnement	(unité)	R 2	Déclaratif	0	0	0
Total					811	188	999

* Effectif du personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

Déclaration contrôlée d'effectif établie par M. Jean VAYLET, président de la CCI, en date du 11/10/2018. Celle-ci est fournie sous la forme de tableaux repris ci-dessous.

R+2	Effectif par locaux	Effectif total	Effectif public	Commentaires
Salle 201 open space	15	15		
Salle 202a home	25	25	25	
Salle 202b food	25	25	25	
Salle 202c street				
Salle 202d shop	25	25	25	
Salle 202e régie	3	3	3	
Salle 203 salle de cours	42	42	42	
Salle 204 bureau	22	22		
Salle 205 bureau	4	4		
Salle 206 conférence	4			Non cumulable
Salle 207 bureau	6	6		
Salle 208 bureau	4	4		
Salle 209 bureau	4	4		
Salle 210 lounge	19			Non cumulable
Salle 211 lounge	19			Non cumulable
Salle 212 lounge	19			Non cumulable
Salle 213 lounge	8			Non cumulable
Salle 214 conférence	4			Non cumulable
Salle 216 bureau	5	4		
Capacité maximale par niveaux		179	120	

R+1	Effectif par locaux	Effectif total	Effectif public	Commentaires
Salle 101 playground	49	49	49	
Salle 102 bureau	1	1		
Salle 103 bureau	1	1		
Salle 104 cowork	25	25	25	Sera limitée à 19 p.

Salle 105 cowork	25	25	25	Sera limitée à 19 p.
Salle 106 hobi 1	25	25	25	
Salle 107 hobi 1	25	25	25	
Salle 108 work group	25	25	25	
Salle 109 arts plastiques	22	22	22	
Salle 110 théâtre	22	22	22	
Salle 111 bureau	1	1		
Salle 112 bureau	1	1		
Salle 113 openspace	14	14		
Salle 114 openspace	30	30		
Salle 115 cowork	6	6		
Salle 116 bureau	1	1		
Salle 117bureau	6	6		
Salle 118 lounge	6			Non cumulable
Salle 119 détente	2			Non cumulable
Salle 120 salle de cours	49	49	49	
Salle 121 work group	30	30	30	
Salle 124 hobi 1	49	49	49	
Salle 125 bureau	1	1		
Capacité maximale par niveaux		408	346	

RDC	Effectif par locaux	Effectif total	Effectif public	Commentaires
Salle 001 002 003 réunion	50	50	50	
Salle 004/005 entrée	42	42		Non cumulable
Salle 006 accueil	2	2		
Salle 007 cowork	22	22	22	
Salle 008 cowork	22	22	22	
Salle 009 salle VIP	22	22	22	
Salle 010 conférence	8	8	8	
Salle 011 salle de cours	60	60	60	
Salle 012 salle de cours	60	60	60	
Salle 013 régie	3	3	3	
Salle 0015 bureau	1	1		
Salle 0016 bureau	1	1		
Salle 0017 bureau	1	1		
Salle 0018 bureau	1	1		
Salle 0019 bureau	1	1		
Salle 0020 bureau	1	1		
Salle 0026 bureau	1	1		
Salle 0031 salle de cours	49	49	49	
Salle 0035 salle de cours	49	49	49	
Bureaux/archives/ maintenance/supports	16	16		
Capacité maximale par niveaux		412	345	

		Effectif total	Effectif public	
Capacité totale de l'établissement		999	811	/

Il est à noter que les salles 104 cowork et 105 cowork ne disposent que d'un dégagement. Aussi, l'exploitant limitera l'effectif de ces salles à 19 personnes.

De plus, les bureaux 015 et 016 ne doivent pas accueillir de public (cul-de-sac >10 m dans le dégagement pour le public) - (attestation maîtrise d'ouvrage).

C. Rappel des principales dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique connues de la commission de sécurité

1. Construction

a. *Conception et desserte des bâtiments*

Cet établissement présente un plancher bas du dernier niveau accessible au Cet établissement, en forme de U, présente un plancher bas du dernier niveau accessible au public situé à une hauteur de moins de 8 mètres du sol. La distribution intérieure des locaux de l'établissement est conçue sur le principe du cloisonnement traditionnel.

L'établissement présente au moins une façade accessible desservie (Sud-Ouest) par l'avenue des Martyrs avec des baies de dimensions 90 x 130 cm.

b. *Isolement par rapport aux tiers*

L'isolement est réalisé par éloignement – distance > 8 m.

Le parc de stationnement en sous-sol a une capacité d'accueil de 100 places. Il est isolé du reste de l'établissement par 3 sas de communication, n'est pas accessible au public.

c. *Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap*

Il a été proposé au permis de construire de prendre en compte l'élargissement des paliers pour constituer des EAS. Parallèlement, des équipiers de premières interventions devaient être formés afin de prendre en charge les personnes en situation de handicap.

Lors de la visite, il a été précisé que la procédure interne privilégie l'entraide humaine avec l'évacuation totale et rapide lorsque cela est possible. Une attestation (maîtrise d'ouvrage) concernant la réalisation d'une procédure a été transmise au SDIS.

d. *Résistance au feu des structures*

Structure béton stable au feu de degré ½ heure.

Plancher coupe-feu de degré ½ heure.

e. *Couvertures*

Étanchéité auto-protégée existante – (classement M3 et M0).

f. *Façades*

Revêtement M0 - terre cuite pas d'exigence de C+D.

g. *Distribution intérieure, compartimentage*

Principe de cloisonnement traditionnel (article CO 24), parois des locaux et circulations coupe-feu de degré ½ heure. Portes des locaux à risques courants pare-flammes de degré ½ heure. Recoupement des circulations horizontales tous les 25 à 30 m. par porte pare-flammes de degré ½ heure en va-et-vient et à fermeture automatique.

h. *Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers*

Les locaux ménages et stocks sont isolés par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des portes coupe-feu de degré ½ heure avec ferme-portes.

Les portes des zones non accessibles au public ont bien été équipées de ferme-portes.

Le parc de stationnement inclus dans l'établissement est non accessible au public (réservé au personnel), il est isolé des parties accessibles au public (sas d'isolement).

i. *Conduits et gaines*

Présence de CCF pour la restitution du coupe-feu à la traversée des planchers par la mise en œuvre de clapets coupe-feu auto commandé.

j. Dégagements

Niveaux	Effectif à évacuer*		Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés	
	Du niveau	Cumulé	Nombre	Largeur cumulée	Nombre	Largeur cumulée
R+2	179	179	2	3 UP	3 (dont 2 sur la partie accessible)	6 UP (dont 4 UP sur la partie accessible)
R+1	408	587	3	6 UP	4 (dont 3 sur la partie accessible)	8 UP (dont 6 UP sur la partie accessible)
RDC	412	999	3	10 UP	4 (dont 4 sur la partie accessible au public)	10 UP (dont 10 UP sur la partie accessible**)

* Dont personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

** Pour répondre aux prescriptions émises à l'étude du permis de construire, une des sorties de l'établissement au rez-de-chaussée de 1 UP a été élargie à 2 UP afin de répondre aux exigences réglementaires (largeur des dégagements et répartition à proximité de la salle 011).

De plus, les salles cowork 104 et 105 qui ne disposent que d'une sortie chacune ont un effectif limité à 19 personnes.

Il existe des portes verrouillées électromagnétiquement dans l'établissement dont le déverrouillage est asservi au SSI.

Par ailleurs, il faut noter que les circulations de la partie accessible au public débouchent sur des ailes réservées au personnel et dont l'accès ne se fait que par des portes avec dispositif de contrôle. Aussi, les portes d'accès aux zones réservées ont été indiquées comme sans issue (attestation maîtrise d'ouvrage).

Les poubelles et distributeurs de boissons sont placés dans les escaliers et sont à retirer.

Les bureaux 015 et 016 n'accueillent plus de public (cul-de-sac >10 m dans le dégagement pour le public) - (attestation maîtrise d'ouvrage).

Des poignées permettant d'ouvrir les portes d'encloisonnement depuis les escaliers ont été rajoutées pour faciliter l'action des secours ou permettre un repli lors d'une évacuation par la cage d'escalier (attestation maîtrise d'ouvrage).

Des portes automatiques coulissantes sont présentes à l'entrée principale de la façade accessible avenue des martyrs.

2. Aménagements intérieurs, décoration et mobilier

Dans les locaux et les dégagements, les revêtements :

- muraux étaient prévus M2,
- de sol : M3,
- de plafond : M1.

Dans les escaliers encloisonnés, les revêtements :

- muraux étaient prévus M1,
- de sol : M3,
- de plafond : M1.

3. Désenfumage

En référence à l'article R 19, tous les locaux accessibles au public disposent d'ouvrants en façades. Seuls les escaliers encloisonnés sont désenfumés (exutoire de 1 m² en partie haute).

4. Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire

Le chauffage est assuré par une installation de climatisation réversible disposant d'un arrêt d'urgence à l'entrée (accueil). Il existe également quelques convecteurs électriques.

Installation double flux – restitution du coupe-feu à la traversée des planchers par la mise en œuvre de clapets coupe-feu.

5. Installations gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés

Absence d'installation de gaz dans l'établissement.

6. Installations électriques

Les locaux de services électriques ont été identifiés.

L'établissement ne comporte pas d'installations photovoltaïques.

Le dispositif de coupure d'urgence des installations électrique se trouve derrière la banque de l'accueil.

7. Éclairage

L'exploitation dispose de BAES ambiance évacuation.

8. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

L'établissement comporte 3 ascenseurs qui desservent tous les niveaux.

9. Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration

Absence d'appareil de ce genre dans l'établissement.

10. Moyens de secours contre l'incendie

a. *Défense extérieure contre l'incendie*

Il existe 4 points d'eau qui concourent à la défense extérieure contre l'incendie de cet établissement dont 1 à moins de 100 mètres. Les caractéristiques de la dernière vérification transmises au SDIS, faisaient état des données suivantes :

N° point d'eau incendie	Date du CT	Adresse	Débit en m ³ /h à 1 bar de pression dynamique
1019	16/05/2022	Avenue des Martyrs (angle Schneider Electric)	120
1033	18/05/2022	Rue Aimé Requet angle rue Abbé Pierre	120
923	17/05/2022	23, avenue des Martyrs	120
1037	17/05/2022	Rue des Martyrs, face rue des Berges	120

Ces valeurs, issues de relevés ponctuels, ne sauraient engager la responsabilité du SDIS sur la pérennité des caractéristiques d'un réseau dont il n'assure pas la concession, ni l'entretien.

Nota : toute remarque concernant ces données doit être transmise à la commission de sécurité.

b. *Robinets d'incendie armés*

Absence de RIA dans l'établissement (non exigible).

c. *Colonnes sèches*

Absence de colonne sèche dans l'établissement (non exigible).

d. *Installation d'extinction automatique ou à commande manuelle*

Sans objet.

e. *Appareils mobiles et moyens divers*

L'exploitation dispose d'extincteurs appropriés aux risques et judicieusement répartis.

f. *Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers*

L'exploitation présente un plan d'intervention et des plans d'évacuation.

g. *Service de sécurité incendie*

L'exploitation dispose de personnel formé et désigné pour assurer la sécurité du public.

h. Système de sécurité incendie

SSI de catégorie A avec alarme de type 1, cependant la détection se limite au local SSI et aux locaux à risques particuliers dans l'ensemble des niveaux. Le déclenchement manuel et la détection automatique incendie permettent de déverrouiller les portes d'issues de secours verrouillées en fonctionnement ainsi que la porte automatique donnant sur l'extérieur et induit le compartimentage (portes d'enclousonnement et de recouplement).

i. Système d'alerte

Téléphone urbain.

V. ÉLÉMENTS PRODUITS PAR LE GROUPE DE VISITE

A. Synthèse des vérifications réglementaires et de l'entretien en exploitation

Le tableau ci-dessous a pour objet de renseigner la commission sur la qualité des vérifications réglementaires en exploitation des installations techniques, des entretiens, et sur les actions entreprises en matière de prévention.

Éléments contrôlés		Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou Nom de l'organisme agréé	Observations
Registre de sécurité		R. 143-44			Tenu à jour
Portes automatiques		contrat annuel d'entretien et de vérification TC ou OA CO 48	21/11/2022	PORTIS	Observations
Installations de désenfumage et accessoires (toutes y compris les débits si DF mécanique)		1 an TC ou OA DF 10	21/12/2022	VINCI FACILITIES n° CRSSI2022-2	Sans observation
Installations électriques (dont les protections contre la foudre)		1 an TC ou OA EL 19	05/01/2023	SOCOTEC n° 971PO/23/068	Sans observation attention aux limites de vérification
Protection contre la foudre		1 an TC ou OA EL 19	27/12/2022	SOCOTEC n° 971P0225618	Observation et limites de vérification
Éclairage de sécurité		1 an TC ou OA EC 15	08/08/2022	VINCI FACILITIES	Sans observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants : contrat d'entretien		contrat annuel (R. 134-7) carnet entretien (R. 134-10) TC ou OA R. 143-34	21/09/2022	OTIS	Sans observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants : contrat d'entretien		(R. 134-10) TC ou OA R. 143-34	12/05/2022	SOCOTEC	3 ascenseurs vérifiés 2 présentent des observations (miroirs cassés) L'exploitant nous signale qu'il a retiré ces miroirs.
Ascenseurs : vérification quinquennale		5 ans OA AS 9 et R. 134-11	03/01/2020	SOCOTEC	Trois appareils vérifiés Sans observation
Exercices d'instruction des personnels		à l'initiative de l'exploitant MS 51	07/11/2022 09/11/2022	TC GEM LABS	17 personnes formées correspondants d'étage
Exercices d'évacuation	type R sans hébergement	plusieurs fois / an dont 1 dans le mois qui suit la rentrée R 33	05/04/2022 10/11/2022		Sans observation

Éléments contrôlés		Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou Nom de l'organisme agréé	Observations
Extincteurs		1 an TC ou OA MS 73	19/10/2022	DESAUTEL n° 920055274	Observations levées par l'exploitant
Système de sécurité incendie A et B	Contrôle	1 an TC ou OA MS 73	21/12/2022	VINCI FACILITIES n° CRSSI2022-2	Observations
	Contrat d'entretien	TC MS 68		VINCI FACILITIES	
Triennale Système de sécurité incendie A et B		3 ans OA MS 73		SOCOTEC	A réaliser
Portes résistantes au feu		1 an TC ou OA R. 143-34	21/12/2022	VINCI FACILITIES n° CRSSI2022-2	A réaliser

B. Synthèse des essais d'installations

Les essais d'installations n'ont pas de caractère systématique. Ils permettent de constater le comportement des installations dans le contexte d'une action définie.

PORTES AUTOMATIQUES COULISSANTES NON RÉSISTANTES AU FEU (Façade et sas)	
Action	Rupture de l'alimentation électrique normale par déclencheur manuel à fonction d'interrupteur.
Effets	Ouverture des portes sur la largeur totale de la baie.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

SSI A	
Action	Activation d'un détecteur automatique d'incendie dans un local à risque (local serveur RDC).
Effets	Déclenchement de l'alarme générale non temporisée. L'alarme est reportée sur un tableau répétiteur derrière la banque d'accueil. Mise en œuvre de l'indicateur d'action associé au local détecté. Fermeture des portes de recoupement. Fermeture des portes d'enclousonnement. Salle type L n° 013 du rdc Diffusion d'un message pré-enregistré prescrivant en clair l'ordre d'évacuation. Remise en lumière lors du déclenchement du processus d'alarme. Déverrouillage des issues de secours. Arrêt du programme diffusé par l'équipement de sonorisation lors du déclenchement du processus d'alarme.
Observations	Il conviendrait de réaliser à nouveau la formation de l'ensemble du personnel et particulièrement les agents chargés de l'accueil en insistant sur la prise en charge des personnes en situation de handicap.

OUVERTURE MANUELLE PORTES D'ISSUES DE SECOURS	
Action	Ouverture manuelle de porte(s) d'issues de secours.
Effets	Ouverture des portes sans résistance.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

C. Analyse du risque le jour de la visite et proposition d'avis du groupe de visite

Sur la base des différents constats dressés par les membres du groupe de visite, l'examen combiné des risques d'éclosion d'un sinistre, des facteurs de propagation de l'incendie et des fumées dans l'établissement et en direction des tiers, ainsi que les moyens favorisant la protection des personnes, met en évidence un état de sécurité satisfaisant pour le public accueilli dans cet établissement.

En conséquence, le groupe de visite a proposé à **l'unanimité** un avis **favorable** à la poursuite de son fonctionnement.

VI. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R. 143-1 à R. 143-47 du code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié, relatif au type R.
- Arrêté ministériel du 5 février 2007 modifié, relatif au type L.
- Arrêté ministériel du 21 avril 1983 modifié, relatif au type W.
- Arrêté ministériel du 9 mai 2006 modifié, relatif au type PS.

VII. PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS

A. Propositions de prescriptions émises lors des précédentes visites et non prises en compte

- 1) Supprimer poubelles et distributeurs de boisson dans les escaliers (article CO 35).
- 2) Procéder, après un an de mise en œuvre, à un nouvel essai de classement de réaction au feu de la toile TEC TEX pour vérifier celui-ci, puis procéder si nécessaire à un nouveau traitement, ou procéder chaque année à un nouveau traitement d'ignifugation (article AM 9).
- 3) Procéder à la maintenance et aux vérifications des installations du parking dans les conditions prévues à l'article PS 32 (articles GE 1 et PS 32).

B. Propositions de prescriptions émises lors de la présente visite

- 1) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **portes automatiques** (article R. 143-34).
- 2) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations et limites de vérification figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **installations électriques** (article EL 18).
- 3) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif au **système de sécurité incendie** (article R. 143-34).
- 4) Faire vérifier le **système de sécurité incendie** par un organisme agréé dans le cadre du contrôle triennal obligatoire. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (articles MS 73 et R. 143-34).
- 5) Faire vérifier **les portes résistantes au feu** par un technicien compétent ou un organisme agréé. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (article R. 143-34).
- 6) Faire vérifier **les clapets coupe-feu auto-commandé** à la traversée des planchers par un technicien compétent ou un organisme agréé. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (article R. 143-34).
- 7) S'assurer de la vacuité des circulations entre salles de classes. Plus particulièrement, déplacer le mobilier qui fait obstacle (article CO 35).
- 8) Assurer la formation du personnel à l'exploitation du système d'alarme incendie, à l'évacuation du public et particulièrement les personnes en situation de handicap, à l'utilisation des moyens de secours ainsi qu'aux premières mesures à prendre en cas de sinistre (articles MS 48, MS 51, MS 67 et MS 69).

- 9) Afficher sur supports fixes inaltérables des consignes précises, conformes aux normes (notamment à la norme NF S 60-303), constamment mises à jour, qui doivent indiquer :
- les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ;
 - les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
 - les dispositions à prendre pour favoriser l'évacuation des personnes en situation de handicap ou leur évacuation différée si celle-ci est rendue nécessaire ;
 - la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
 - l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers (article MS 47).

Le directeur départemental,

Pour le directeur départemental
Le chef du groupement prévention
Lieutenant-colonel Ronan DELMAS

ANNEXE RELATIVE À L'HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

Séance du 10/01/2019, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 18518U0084 concernant la modification du bâtiment pour accueillir un établissement d'enseignement supérieur.

Séance du 03/10/2019, sous-commission départementale de sécurité.

Avis défavorable à la délivrance de l'autorisation d'ouverture (visite du 22/08/2019) motivé par l'effet cumulé des manquements suivants :

- travaux non terminés (électricité/éclairage et aménagements) (articles EL 4 et AM 1),
- rapport de vérifications réglementaires après travaux ne couvrant la totalité des travaux (notamment concernant les installations électriques, le SSI et les aménagements) (article GE 8),
- dysfonctionnements sur l'alarme dont l'audibilité est médiocre dans plusieurs locaux (article MS 67),
- formation du personnel insuffisante (article MS 48),
- incertitude concernant l'isolement des locaux à risques dans les locaux existants (notamment zone stock au rez-de-chaussée) (article CO 28),
- procédure d'évacuation des personnes en situation de handicap non formalisée (article GN 8),
- solutions équivalentes non balisées et ni représentées sur les plans de l'établissement,
- équipements existants non vérifiés (ascenseurs, désenfumage) (article R 123-43).

Séance du 14/05/2022, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation d'ouverture (visite du 18/02/2020).

La conformité des travaux liés au PC n° 18518U0084 est arrêtée, néanmoins les observations détaillées dans le rapport de visite devront être prises en compte dans les meilleurs délais.